

# Projet en faveur de la Région de Guelmim-Oued Noun

Lieu :	Maroc
Identifiant du Projet :	54158
Secteur d'activité :	Infrastructures municipales et environnementales
Public/privé :	Public
Catégorie environnementale	B
Date de décision sur l'approbation :	21 novembre 2023
Statut :	<b>Approuvé</b>
Date de publication du document de synthèse du Projet (DSP) en langue anglaise :	21 novembre 2023

*Conformément au paragraphe 1.4.2 (iii) de la Directive sur l'accès à l'information : « pour les Projets approuvés par la Direction de la Banque, lorsque le Conseil d'administration lui a délégué ce pouvoir d'approbation, le DSP est divulgué au pays membre de la Banque au début de la période de notification de non-objection correspondante, conformément à l'article 13 (iii) de l'Accord portant création de la BERD. »*

## Description du Projet

Octroi d'un prêt de premier rang d'un montant maximum de 130 millions de dirhams marocains (équivalent à 12 millions d'euros) à la Région de Guelmim-Oued Noun (la « Région » ou le « Client ») pour financer des investissements visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable des ménages dans les zones rurales de la province de Guelmim et à moderniser quatre stations d'épuration des eaux usées (STEP) existantes, afin de permettre la réutilisation des eaux traitées pour l'arrosage des espaces verts de la Région (collectivement le « Projet »).

Concernant le volet consacré à la modernisation des quatre STEP existantes, le prêt de la Banque sera complété par une subvention à des fins d'investissement de 1 million de dollars des États-Unis accordée par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) au titre du Programme de financement des technologies environnementales avancées dans la région de la mer Méditerranée pour les systèmes d'eau et les côtes propres (ENVITECC). Le prêt de la Banque bénéficie d'une couverture du risque de première perte par le Fonds européen pour le développement durable (FEDD).

## Objectifs du Projet

Le Projet contribuera à réduire les incidences climatiques, à garantir la sécurité hydrique et à promouvoir l'économie circulaire en tant que dispositif efficace permettant une gestion durable des ressources en eau. Le Projet permettra de remédier aux disparités régionales en matière de développement du capital humain, en améliorant l'accès des ménages de la Région aux services de distribution d'eau et de traitement des eaux usées.

Il aidera également la Région, par le biais d'une coopération technique (CT), à élaborer un Plan de renforcement des performances opérationnelles (PRPO). Le PRPO couvrira la mise en place i) d'un cadre de gouvernance durable pour les activités d'exploitation et de maintenance en matière d'approvisionnement en eau en milieu rural, qui permettra de professionnaliser la prestation de services en milieu rural et améliorera la qualité des services, ainsi que ii) d'un modèle pratique de gestion et de gouvernance pour l'utilisation de l'eau recyclée qui garantira la durabilité des investissements.

## Impact sur la transition

Score de l'impact attendu sur la transition (IAT) : 70

Qualité principale – Verte. Le Projet permettra d'améliorer l'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales et la réutilisation des eaux usées traitées à des fins d'irrigation. Le Projet servira également d'investissement déclencheur pour l'adhésion de la Région au Programme pour des villes vertes de la BERD et soutiendra l'élaboration d'un Plan d'action pour des villes vertes (PAVV).

Qualité secondaire – Bien gouvernée. Le Projet identifiera un cadre d'exploitation et de maintenance adéquat pour l'approvisionnement en eau en milieu rural et un modèle de gouvernance solide pour l'utilisation des eaux traitées afin de garantir la durabilité des investissements.

Le Projet se voit attribuer un score de l'IAT de 70.

## Le Client

LA RÉGION DE GUELMIM-OUED NOUN

L'Emprunteur est la Région de Guelmim-Oued Noun, l'une des douze régions marocaines établies par le découpage territorial de 2015. Les principaux moteurs de son économie sont la pêche et le tourisme. La Région de Guelmim-Oued Noun devrait connaître un essor économique à moyen terme grâce à son important potentiel en énergies renouvelables, tant solaires qu'éoliennes.

## Financement de la BERD

130 000 000,00 dirhams marocains

## Coût total du Projet

270 291 999,31 dirhams marocains

## Additionnalité

Établissement de normes : La Région souhaite travailler avec la Banque afin de bénéficier d'une expertise en matière d'amélioration de la gouvernance par le biais d'une mission de CT pour l'élaboration d'un PRPO.

L'additionnalité relative au genre sera réalisée en suivant la méthodologie 2.1 du PAVV, qui porte sur les considérations de genre et d'inclusion.

## Synthèse environnementale et sociale

Catégorie B (PES 2019). Les vérifications environnementales et sociales au titre de la diligence raisonnable ont été effectuées par le Département de l'environnement et de la durabilité de la BERD avec l'aide d'un consultant indépendant et ont notamment consisté en un examen des études de faisabilité technique préalables, des visites de sites et des réunions avec les parties prenantes locales, un audit environnemental et social (E&S) et l'évaluation du Projet à l'aune des Exigences de performance (EP) de la BERD. Le Projet, qui se compose de cinq sous-projets, devrait générer des avantages considérables sur le plan environnemental et social en améliorant l'accès à l'eau potable dans les zones rurales, en favorisant l'utilisation rationnelle de l'eau et en optimisant le traitement des eaux usées pour permettre la réutilisation de l'eau à des fins d'irrigation. L'Agence régionale d'exécution des projets (AREP) de la Région dispose de ressources limitées et de capacités institutionnelles qui devront être renforcées. L'AREP devra élaborer des politiques pertinentes en matière d'environnement, de santé et de sécurité et un système de gestion E&S. Elle devra par ailleurs désigner un responsable E&S chargé de mettre en œuvre toutes les exigences du Plan d'action environnemental et social (PAES) et du Plan de gestion environnementale et sociale (PGES) et de satisfaire les dispositions de la législation marocaine en matière d'environnement, de santé, de sécurité et de sûreté, ainsi que les EP de la BERD. L'AREP devra continuer à mettre en conformité ses politiques et procédures en matière de ressources humaines, en particulier en ce qui concerne la gestion des entrepreneurs.

Selon les vérifications environnementales et sociales au titre de la diligence raisonnable, le cadre institutionnel relatif à l'exploitation et à la maintenance des sous-projets liés à l'approvisionnement en eau potable est actuellement fragmenté et doit être consolidé pour garantir la durabilité du Projet. L'exploitation des réseaux d'eau potable existants est actuellement assurée par des dizaines d'associations locales dont les capacités sont très limitées, et la qualité de l'eau distribuée aux communautés n'est pas toujours contrôlée. Des améliorations supplémentaires seront nécessaires à cet égard en mettant en œuvre un contrôle de la qualité de l'eau potable, afin de garantir le respect des normes marocaines et des EP de la BERD. Les vérifications ont également permis d'établir que l'exploitation des infrastructures de distribution d'eau potable et de traitement des eaux usées devrait être confiée à

l'avenir à des entreprises régionales polyvalentes, mais que le cadre juridique de cette nouvelle approche reste à finaliser. Parallèlement, la mission de CT relative au PRPO dirigée par la Banque aidera la Région à identifier la solution appropriée en matière d'exploitation et de maintenance pour améliorer l'efficacité et la durabilité des services d'approvisionnement en eau, ainsi que le modèle de gestion adéquat pour l'utilisation de l'eau recyclée. Un certain nombre d'actions prévues par le PAES sont destinées à pallier les problèmes liés à l'absence de contrôle de la qualité de l'eau potable ou à la qualité des eaux usées traitées, et à mettre le Projet en conformité avec les EP de la BERD.

Actuellement, les espaces verts de la Région sont arrosés avec de l'eau potable ou de l'eau souterraine. En conséquence du Projet, les STEP devront mettre en place un traitement tertiaire et aligner les normes de traitement des eaux usées sur les exigences nationales et européennes, afin que les eaux traitées puissent être réutilisées pour l'arrosage des espaces verts sans risque pour la santé publique et sans risque de pollution.

Les risques pour la santé et la sécurité du public et des communautés devraient être réduits grâce à un meilleur contrôle de la qualité de l'eau potable et des eaux usées traitées. Les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs pendant la phase de construction seront gérés grâce à la préparation et à la mise en œuvre, avant le début des chantiers, de plans spécifiques de gestion de la santé, de la sécurité et de l'environnement. Le bruit, la poussière et l'augmentation de la circulation des véhicules dans les zones de mise en œuvre du Projet sont les principales perturbations attendues pendant la période de construction. Les incidences négatives potentielles seront gérées en contrôlant les émissions de poussières du chantier, en mettant l'accent sur la sécurité routière et la gestion de la circulation, par l'élaboration et la mise en œuvre de plans et de procédures de contrôle de la circulation et de signalisation adaptés, dans le but de limiter les perturbations et d'éviter les accidents.

Le Projet nécessitera une acquisition limitée de terres, mais aucune réinstallation physique ne devrait en résulter. L'utilisation permanente ou temporaire de terres pour la construction de nouvelles infrastructures risque d'entraîner un déplacement limité de certaines activités économiques. Par conséquent, un cadre d'acquisition de terres et de restauration des moyens de subsistance, suivi d'un plan, devra être préparé et mis en œuvre en vue du Projet avant le début de la construction.

Les vérifications environnementales et sociales au titre de la diligence raisonnable ont également permis de souligner l'importance de la protection de la biodiversité pour les composantes des STEP, étant donné la proximité du Projet avec les zones juridiquement protégées et reconnues internationalement dans la Région. L'AREP et ses entrepreneurs devront apporter une attention particulière à cette question pendant toute la mise en œuvre du Projet. Le Projet comprend des mesures destinées à éviter les impacts sur les petits mammifères et les reptiles, notamment par le biais d'une formation de sensibilisation à la biodiversité à l'intention des travailleurs. Le Projet ne devrait pas avoir d'impact sur les sites du patrimoine culturel.

Le Projet est structuré pour satisfaire les EP de la BERD grâce à la mise en œuvre d'un PAES exhaustif qui a déjà été préparé et convenu avec le Client. Un PGES a

également été élaboré pour le Projet afin de garantir que tous les aspects E&S sont gérés de manière adéquate pendant la construction et l'exploitation. Le Projet a en outre donné lieu à un plan de participation des parties prenantes et à une synthèse non technique, qui seront publiés. La Banque mobilisera un soutien supplémentaire sous forme de coopération technique pour la mise en œuvre du PAES et l'intervention d'un Contrôleur du Prêteur. Le Projet fera l'objet de rapports E&S annuels et de visites de sites, selon les besoins.

## **Coopération technique et financement sous forme de subvention**

En plus de la mission relative à l'élaboration du PRPO, le dispositif de coopération technique prévoit un appui spécifique à la Région en ce qui concerne l'application du PAES et de l'intervention du Contrôleur du Prêteur, qui rendra compte directement à la Banque, pour une mise en œuvre efficace du Projet. Une mission de CT distincte au titre du Programme ENVITECC(FEM) soutiendra la Région dans l'élaboration d'un PAVV pour la Région de Guelmim-Oued Noun, avec notamment une évaluation des aspects liés au genre et à l'inclusion. D'un montant total de 1 650 000 euros, les fonds alloués à ces missions seront fournis par le Fonds spécial des actionnaires de la BERD, ENVITECC/FEM et la contribution de l'Union européenne au titre de la coopération technique dans le cadre du FEDD en faveur des infrastructures municipales et de la résilience industrielle.

## **Contact au sein de l'entreprise**

M. Omar ABELADIM

abeladim.omar@gmail.com

+212 52 87 70 113

Conseil régional de Guelmim Oued Noun, avenue Mohamed VI, Guelmim, Maroc

## **Dernière mise à jour du DSP en langue anglaise**

21 novembre 2023

## **Comprendre la Transition**

Pour en savoir plus sur l'approche de la BERD quant à la mesure de l'impact sur la transition, [cliquer ici](#).

## **Opportunités commerciales**

Pour les opportunités commerciales ou la passation de marchés, contacter la société cliente.

Pour les opportunités commerciales avec la BERD (hors passation de marchés), nous contacter :

Tél : +44 20 7338 7168

Courriel : [projectenquiries@ebrd.com](mailto:projectenquiries@ebrd.com)

Pour les Projets du secteur public, consulter [Passation de marchés](#) sur le site de la BERD, ou :

Tél : +44 20 7338 6794

Courriel : [procurement@ebrd.com](mailto:procurement@ebrd.com)

## Questions d'ordre général

Les questions spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

## Politique environnementale et sociale (PES)

La [PES](#) et les Exigences de performance (EP) y afférentes définissent les modalités de mise en œuvre par la BERD de son engagement en faveur de la promotion d'un « développement sain et durable du point de vue de l'environnement ». La PES et les EP contiennent des dispositions spécifiques exigeant des clients qu'ils se conforment à la législation nationale applicable en matière d'information et de consultation du public, et qu'ils mettent en place un mécanisme de règlement des griefs pour recueillir les problèmes et les plaintes des parties prenantes, et en faciliter la résolution, en particulier concernant la performance environnementale et sociale du client et du Projet. En fonction de la nature et de l'ampleur des risques et impacts environnementaux et sociaux du Projet, la BERD demande en outre à ses clients de communiquer les informations qui s'avèrent nécessaires concernant les risques et impacts des Projets, ou de mener des consultations pertinentes auprès des parties prenantes concernées puis d'examiner leurs réactions et d'y répondre.

Pour plus d'informations à propos des pratiques de la BERD dans ce domaine, consulter la [PES](#).

## Intégrité et conformité

Le ou la Responsable de la déontologie de la BERD encourage une bonne gouvernance et assure l'application des normes d'intégrité les plus rigoureuses à toutes les activités de la Banque, en conformité avec les meilleures pratiques internationales. Des vérifications au titre de l'obligation de diligence sont effectuées pour contrôler l'intégrité de tous les clients de la Banque afin d'établir que les projets ne présentent pas de risques inacceptables, en termes d'intégrité ou de réputation, pour la Banque. La BERD est convaincue que l'identification et la résolution des problèmes pendant les phases d'évaluation et d'approbation des projets constituent le moyen le plus efficace d'assurer l'intégrité des transactions de la Banque. Le ou la Responsable de la déontologie joue un rôle essentiel dans ces efforts de prévention,

tout en contribuant au contrôle des risques en matière d'intégrité associés aux Projets une fois les investissements réalisés.

Le ou la Responsable de la déontologie est également chargé(e) d'enquêter sur les allégations de fraude, de corruption ou de manquement dans le cadre des Projets financés par la BERD. Toute personne, interne ou externe à la Banque, suspectant un cas de fraude, de corruption ou de manquement, peut le reporter par écrit au ou à la Responsable de la déontologie de la BERD, en envoyant un courriel à l'adresse électronique [compliance@ebrd.com](mailto:compliance@ebrd.com). Tout signalement, même anonyme, fera l'objet d'un suivi par le ou la Responsable de la déontologie et sera examiné. Les signalements peuvent être rédigés dans toutes les langues de la Banque et de ses pays d'opérations. Les informations transmises doivent l'être en toute bonne foi.

## Politique d'accès à l'information (PAI)

La PAI définit la manière dont la BERD diffuse les informations et consulte ses partenaires pour favoriser une meilleure sensibilisation et connaissance de ses stratégies, politiques et opérations, depuis son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Consulter la page concernant la [Politique d'accès à l'information](#) sur le site Internet de la BERD pour savoir quels types d'informations sont disponibles en ligne.

Les demandes d'informations spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

## Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP)

Si les efforts pour aborder des préoccupations environnementales, sociales ou de divulgation au public avec le Client ou la Banque (par exemple via le mécanisme de règlement des griefs du Client au niveau du Projet, ou bien via un échange direct avec la Direction de la Banque) n'ont pas abouti, les personnes ou organisations peuvent adresser leurs préoccupations au Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP) de la BERD.

Le MIRP examine en toute indépendance les problèmes liés aux Projets qui auraient provoqué, ou seraient susceptibles de provoquer, un préjudice. L'objectif du Mécanisme est : d'encourager le dialogue entre les parties prenantes du Projet en vue de la résolution de problèmes environnementaux, sociaux ou de divulgation au public ; de déterminer si la Banque a respecté sa [Politique environnementale et sociale](#) et les dispositions spécifiques aux Projets de sa [Politique d'accès à l'information](#) ; et le cas échéant, de remédier à tout cas de non-conformité à ces politiques, tout en prévenant un futur problème de non-conformité de la Banque.

Consulter la page Internet du [Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets](#) pour en apprendre plus sur le MIRP et son mandat, pour connaître

les modalités de [dépôt d'un Recours](#), ou pour contacter le MIRP par courriel à l'adresse [ipam@ebrd.com](mailto:ipam@ebrd.com) afin d'obtenir des conseils ou des précisions sur le MIRP et le dépôt d'un recours.